

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 146 (2001)
Heft: 5

Artikel: La Géorgie dans l'œil du cyclone. 2e partie
Autor: Razoux, Pierre
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-346144>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 12.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La Géorgie dans l'œil du cyclone (2)

A l'heure où la nouvelle administration américaine s'interroge sur sa stratégie dans le Caucase et où la Géorgie s'apprête à fêter le dixième anniversaire de son indépendance, le pays, plus fragilisé que jamais, semble au bord de l'implosion. Seule l'autorité chancelante de son président usé lui confère encore un semblant d'unité. Qu'advient-il lorsque Edouard Chevardnadzé disparaîtra? Largement ignorée des médias, la situation en Géorgie témoigne à la fois des nombreuses difficultés auxquelles sont confrontées les républiques issues de l'ancienne Union soviétique, mais aussi des tentatives de certains Etats cherchant à imposer leur influence.¹

■ **Pierre Razoux**

Le poids du grand frère

Les relations avec la Russie dominant indubitablement la politique étrangère de la Géorgie. Elles se résument à deux sentiments: l'attraction et la frustration. Sur le plan des «représentations», la Géorgie symbolise l'engouement du peuple russe pour une région ensoleillée longtemps inaccessible, au passé chargé de culture et d'histoire. De nombreux Russes ne comprennent cependant pas pourquoi la Géorgie cherche à se rapprocher d'une OTAN représentant pour eux une menace rémanente. Les cadres de l'Armée Rouge et de l'ancien KGB entretiennent pour leur part une image très négative d'Edouard Chevardnadzé, lui reprochant d'avoir été l'un des principaux fossoyeurs de l'Empire soviétique. De son côté, la Géorgie affuble la Russie de tous les maux qui l'accablent. Les autorités géor-

giennes estiment que la présence de troupes russes sur leur territoire, notamment en Abkhazie, ne s'explique que par la volonté du Kremlin de maintenir un moyen de pression et de déstabilisation à leur égard. Au demeurant, plus de 700 000 Géorgiens vivent en Russie et plus d'un million y travaillent! Depuis l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine, la rhétorique paraît moins virulente, mais les relations russo-géorgiennes continuent d'achopper sur trois grands dossiers.

L'attitude géorgienne à l'égard de la CEI, du GUUAM et de l'OTAN? Le président Chevardnadzé ne fait pas mystère de sa volonté d'ancrer son pays à l'Ouest, allant même jusqu'à annoncer officiellement son intention de voir la Géorgie rejoindre l'OTAN d'ici à 2006 (même s'il a reconnu qu'une telle requête était irréaliste). Parallèlement, il a été l'un des premiers à critiquer la Communauté des Etats indépendants (CEI), même s'il a été contraint d'y adhérer en décembre 1993, sous la pression des événe-

ments. Il s'est aussitôt empressé de réduire la participation de son pays au strict minimum, rejetant toute structure militaire intégrée. Il a néanmoins soutenu les propositions visant à l'émergence d'une zone économique de libre-échange entre les Etats désireux de contourner la position monopolistique de Moscou dans les échanges économiques régissant les anciens pays de la sphère soviétique. De ce fait, il supporte très activement le développement du GUUAM.

Le conflit tchéchène

Le gouvernement russe accuse la Géorgie d'abriter des combattants tchéchènes parmi les 7 000 réfugiés qui, après avoir fui la Tchétchénie voisine, ont trouvé refuge dans les gorges de Pankissi². Ces gorges situées à 50 km à peine au Nord de Tbilissi sont devenues une zone de non-droit dans laquelle les autorités géorgiennes n'ont plus accès. De ce fait, Moscou a demandé à Tbilissi la permission d'agir sur territoire géorgien pour contrôler effective-

¹ Première partie, voir RMS N° 4, avril 2001.

² 170 000 réfugiés tchéchènes ont trouvé asile en Ingouchie, et 15 000 autres au Daghestan.

Les forces militaires en présence

	Géorgiens		Russes	Abkhazes	Ossètes
	Forces armées	Autres services	(y compris les soldats de maintien de la paix)	(y compris les milices)	(désarmés pour la plupart)
Troupes	27 000	20 000	6 000	5 000	1 000
Chars	79	12	153	35 *	5 *
Blindés légers	114	30	241	25 *	25 *
Artillerie	106	–	140	75 *	25 *

* Armement lourd stocké en dehors de la zone de contact.

ment la frontière. A défaut d'un tel accord, Vladimir Poutine et Sergèï Ivanov, le chef du Conseil de sécurité nationale russe, ont menacé la Géorgie d'une intervention militaire directe pour nettoyer la zone. De son côté, le gouvernement géorgien nie la présence de camps d'entraînement sur son territoire et minimise l'impact engendré par la présence des réfugiés, soulignant qu'il s'agit avant tout de femmes, d'enfants et de personnes âgées. Edouard Chevardnadzé a certes reconnu l'existence d'un véritable problème, mais il a rejeté les demandes d'intervention russe sur son territoire.

Lors du sommet d'Istanbul de novembre 1999, l'OSCE a mandaté une mission de 42 observateurs³ pour suivre l'évolution de la situation sur cette frontière montagneuse longue de 83 km. La présence de ces observateurs semble avoir por-

té ses fruits, puisque les 250 garde-frontières géorgiens présents le long de la frontière coopèrent désormais avec les troupes russes pour verrouiller la zone et éviter toute dérapage dangereux. Le président géorgien, évoquant la possibilité d'avoir recours à la procédure de l'état de siège, s'est même engagé à isoler puis à reprendre le contrôle des gorges de Pankissi. Avec l'aide des forces spéciales russes ?

La question des bases militaires russes

Au moment de l'effondrement de l'Union soviétique, l'Armée Rouge entretenait encore en Géorgie une force de plus de 50 000 hommes. La plupart de ces unités recrutées localement se désagrégèrent progressivement, formant ainsi le noyau de la nouvelle armée géorgienne. A l'heure actuelle les Russes entretiennent encore

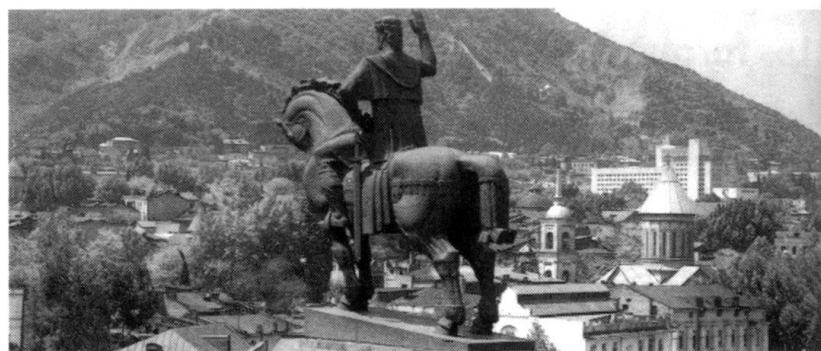
sur place quatre bases (Goudaouta, Vaziani, Batoumi et Akhalkalaki) accueillant un peu plus de 6 000 hommes. Ce contingent inclut les 1 500 soldats de « maintien de la paix » engagés en Abkhazie et les 500 autres déployés en Ossétie du Sud. L'Armée russe garde également le contrôle de l'usine de réparation de blindés située près de Vaziani et du quartier général du groupement de forces pour la Transcaucasie (GRFTC), dans la banlieue de Tbilissi, où sont installés les services de renseignements russes pour l'ensemble de la région. Le gouvernement géorgien, qui voit dans la présence de ces bases une atteinte intolérable (mais surtout visible !) à sa souveraineté, n'a de cesse d'en demander l'évacuation rapide, ce que refuse pour l'instant le Kremlin.

En application de l'accord signé à Istanbul, l'Armée russe a

³ Depuis novembre 2000, cette mission de l'OSCE ne compte plus que 24 observateurs.

retiré un certain nombre d'équipements militaires pour satisfaire les dispositions du Traité sur les forces conventionnelles en Europe (FCE). Elle ne dispose plus désormais sur place que de 153 chars, 241 véhicules blindés et 140 systèmes d'artillerie. Le deuxième volet de cet accord sera par contre plus difficile à mettre en œuvre: les autorités russes renâclent en effet à évacuer totalement les bases de Goudaouta et de Vaziani, comme elles s'étaient engagées à le faire d'ici à l'été 2001, soulignant que de telles installations sont indispensables pour le soutien des soldats de «maintien de la paix» engagés en Abkhazie. Quant aux deux autres bases, la Russie souhaite en conserver le contrôle pendant encore au moins quinze ans, tandis que la Géorgie exige leur évacuation dans les trois ans à venir.

Signe le plus tangible de la mauvaise humeur de Moscou, les autorités russes ont instauré, le 5 décembre 2000, un régime de visas obligatoires pour les ressortissants géorgiens: une première au sein de l'ancienne sphère soviétique! Autre mesure de rétorsion: l'arrêt des livraisons d'énergie. Chaque hiver, la Géorgie manque cruellement de gaz et de pétrole pour subvenir à ses besoins vitaux, suscitant ainsi une grogne populaire qui s'amplifie chaque année. L'hiver dernier, les Géorgiens n'ont disposé que d'environ 4 heures d'électricité quotidienne. De novembre à mars, ils vivent dans un froid perpétuel. Dans ce contexte difficile, les compagnies russes ont multiplié les coupures de pétrole et de gaz, arguant du non-paiement des dettes contractées à leur égard.



La capitale de la Géorgie, Tbilissi.

Comme par hasard, nombre de ces coupures d'énergie sont survenues lors de rounds de négociation entre délégués russes et géorgiens.

Structures fragiles

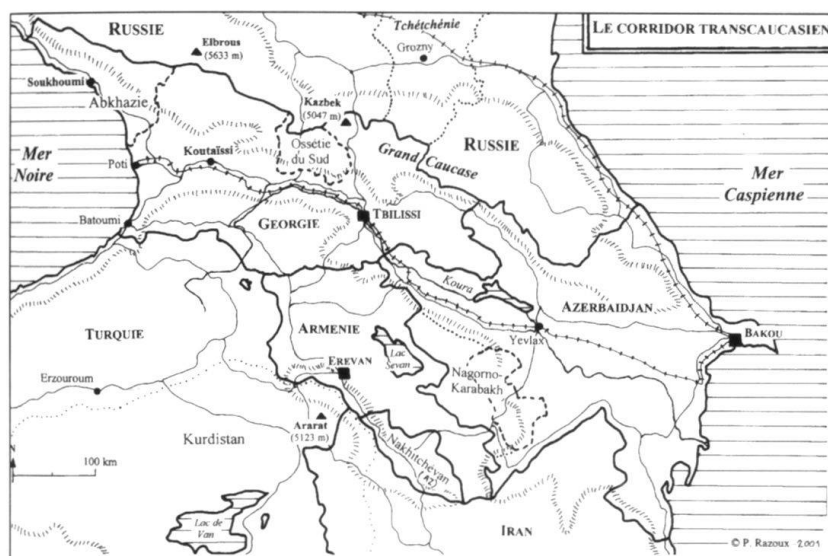
Malgré la dégradation de la situation, Edouard Chevardnadzé, après avoir pris le pouvoir en mars 1992 et avoir été élu président en octobre 1995, a été réélu au mois d'avril 2000, sans grand enthousiasme. A l'instar de son mentor Gorbatchev, il reste beaucoup plus populaire en Occident qu'au sein de son propre pays. Sa victoire résulte avant tout d'une absence d'alternative politique crédible.

Une approche clanique de la politique

Le jeu politique géorgien reste fortement marqué par l'appartenance à des réseaux clientélistes très puissants, bien souvent hérités de l'ancien système soviétique. Bien qu'il s'en défende, Edouard Chevardnadzé, qui fut pendant quatorze ans l'indéboulonnable secrétaire général du Parti communiste géorgien (1972-1985), a contribué à asseoir de telles pratiques.

A ces réseaux s'en rajoutent d'autres, fondés sur l'appartenance à une même région d'origine, voire à une même famille. Ainsi, le président Chevardnadzé, originaire de Gourie, n'a pas manqué de placer nombre de ses anciens camarades à des postes-clés, alors que son prédécesseur Zviad Gamshakourdia, natif de Mingrélie, favorisa jusqu'à son éviction les cadres de cette région traditionnellement frondeuse. Tengiz Kitovani et Djaba Iosseliani, deux nationalistes virulents qui s'imposèrent pendant la guerre civile, sont pour leur part originaires de Svanétie, une région montagneuse située entre la Mingrélie et l'Abkhazie. Le cas particulier de l'Adjarie a déjà été évoqué.

Cette vision clanique de la politique facilite les dérives mafieuses et affairistes qui gangrènent la société géorgienne. Par les frustrations qu'elle engendre, cette approche de la politique ne fait qu'accroître la violence qui caractérise ce pays où tout homme libre se doit de posséder une arme qu'il n'hésite pas à arborer fièrement, où



la *vendetta* constitue l'une des principales causes de mort violente et où les différends se règlent à coups de *Kalashnikov*. Edouard Chevardnadzé lui-même réchappa de justesse à deux tentatives d'assassinat en août 1995 et en février 1998.

Une situation économique désastreuse

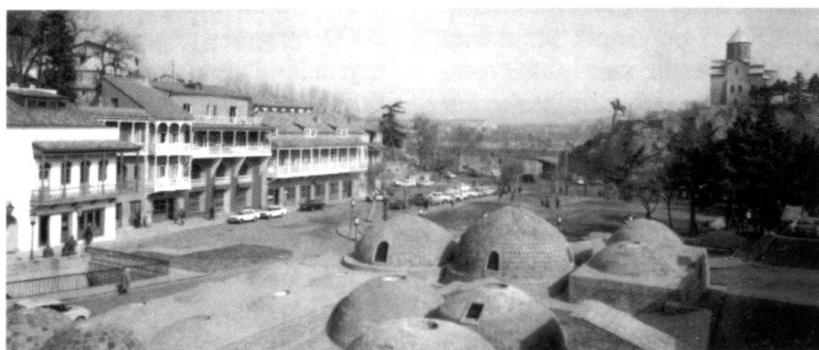
Dix ans de crises polymorphes ont totalement désorganisé le tissu économique d'un pays actuellement sinistré. L'infrastructure industrielle s'est délabrée et le gouvernement ne dispose plus des revenus nécessaires pour la refaire fonctionner correctement; les routes sont dans un état lamentable; la dépendance est presque totale sur le plan énergétique; le déficit chronique affaiblit la monnaie⁴ et entraîne une inflation importante; l'évaporation fiscale est endémique; les salaires et les pensions sont payés

avec souvent plus de six mois de retard; le revenu mensuel moyen dépasse rarement les 60 dollars! les stocks alimentaires sont inexistants; les investissements étrangers sont très insuffisants; la balance commerciale est totalement déficitaire; la crise financière russe de l'été 1998 a aggravé la situation.

Une corruption généralisée

De l'aveu même du président, la Géorgie est minée par

la corruption de la base au sommet⁵. Les passe-droits, pots de vins et protections diverses sont légions. Il est vrai que la présence des «pétroliers» n'arrange pas les choses. Les détournements financiers ne sont pas pour rassurer d'éventuels investisseurs étrangers. Conscient de l'extrême gravité de la situation, Edouard Chevardnadzé a multiplié les discours et les initiatives pour tenter de mettre en œuvre des plans de lutte contre la corruption; ceux-ci n'ont jamais été suivi d'effet... Dernière tentative en date, le Président a constitué le 11 juillet 2000 une Commission anti-corruption dirigée par le président de la Cour suprême, réputé pour son intégrité, et composée de juristes, d'universitaires et de membres d'organisations non gouvernementales, dont le seul point commun est de n'avoir aucun lien direct avec la classe politique ou le milieu des affaires. Cette commission vient récemment de rendre des conclusions... accablantes. Seront-elles suivies d'effets?



Tbilissi.

⁴Le Lari qui valait 0,5 dollar en décembre 2000.

⁵Edouard Chevardnadzé, *Le Monde* du 1^{er} juillet 1998.

Une armée au bord de l'effondrement

De l'avis de nombreux observateurs, la Géorgie ne dispose plus d'une armée véritablement opérationnelle. L'Armée de terre, forte de 20000 hommes, est non seulement sous-équipée, mais la plupart de son matériel obsolète est immobilisé par manque d'entretien et de pièces de rechange. Ses 4 brigades motorisées⁶, ses 6 bataillons indépendants et ses quelques unités de soutien ne s'entraînent plus, faute de carburant, de munitions et tout simplement d'argent. Les réserves seraient tout juste suffisantes pour 3 ou 4 jours de combat.

L'aviation (1800 hommes) reste à l'état embryonnaire; elle n'aligne que 22 avions, dont 7 avions d'armes (*Su-25*), et 9 hélicoptères, dont 3 seulement sont dotés d'une capacité de combat (*Mi-24*). Là encore, la plupart de ces aéronefs sont cloués au sol par manque de fuel, de pièces de rechange et d'entretien. Les forces de défense aériennes, rattachées à l'aviation, disposent certes de 380 missiles sol-air mais comme ces *SAM* sont totalement obsolètes et ne sont plus entretenus, leur valeur militaire est quasi-nulle. La Marine (900 hommes) ne constitue guère plus qu'une force de garde-côtes tentant difficilement de

lutter contre la contrebande navale avec ses 14 patrouilleurs légers.

Le budget de la défense a été réduit de moitié en quatre ans. Il ne dépassera pas les 20 millions de dollars pour l'année 2001 (0,5% du PIB). Ce maigre budget permet tout juste le paiement (en retard) des factures courantes, mais ne couvre plus la totalité des salaires. Les forces armées ne disposent plus des moyens leur permettant d'acquérir le moindre matériel. Elles vivent désormais de l'aumône internationale, recevant du matériel de deuxième ou troisième main en provenance des Etats-Unis d'Amérique, de Turquie, d'Ukraine, d'Allemagne, de France, de Grèce et de Roumanie. Le moral de la troupe est extrêmement bas; les désertions et les suicides se multiplient. Dans ces conditions, comment résister à l'immobilisme et à la corruption? D'autant que les forces armées sont concurrencées par des services dont le champ de responsabilité recouvre partiellement le leur.

La Garde nationale englobe 2000 hommes répartis en une myriade d'unités réparties sur l'ensemble du territoire. Elle est chargée de maintenir l'ordre civil tout en répondant aux situations d'urgence, notamment en cas de catastrophe naturelle.

Le Corps des garde-frontière, totalement indépendant du ministère de la Défense, comprend 9000 hommes chargés de surveiller les frontières et de lutter contre la contrebande. Il est le mieux équipé, grâce à l'injection d'une aide américaine importante évaluée à 34 millions de dollars pour la seule année 2000 (soit plus que le budget de la défense), et sa flotte d'une vingtaine de patrouilleurs est supérieure à celle de la Marine!

Les troupes du ministère de l'Intérieur (8000 hommes) ont, quant à elles, pour mission de combattre toutes formes de subversions et d'insurrections armées. À ce titre, elles patrouillent le long des lignes de cessez-le-feu face à l'Abkhazie et à l'Ossétie du Sud. Elles constituent indubitablement les forces les mieux entraînées et les plus motivées. Les troupes spéciales de sécurité (3000 hommes) constituent enfin la garde prétorienne du président, assurant en outre la protection de l'oléoduc stratégique qui traverse le pays. Il est bien évident que l'action concurrente de ces services ne fait qu'accroître les querelles de chapelles, élargissant les failles d'un système de sécurité globalement inefficace.

P. R.
(A suivre)

⁶Les 11^e, 21^e, 22^e et 25^e brigades respectivement basées à Koda, Koutaïssi, Akhaltsikhe et Batoumi.